



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France
Inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998

GUIDE METHODOLOGIQUE

Mise en œuvre des outils de gouvernance du bien culturel en série Les Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France

Direction régionale des affaires culturelles de Midi-Pyrénées



Préfet coordonnateur du bien
"Chemins de Saint-Jacques-
de-Compostelle en France"



SOMMAIRE

I. Etat des lieux et enjeux de la gouvernance

A. Un bien composite

B. Un bien étendu

C. Une gouvernance à établir pour préserver la Valeur Universelle Exceptionnelle (V.U.E.) du bien

II. Organisation de la gouvernance

A. Les enjeux du système de gouvernance

B. Les articulations entre gouvernance du bien et gestion locale de ses composantes

C. Le rôle des acteurs concernés par la gouvernance

III. Feuille de route

A. Calendrier prévisionnel

B. Liste des correspondants patrimoine mondial par régions



carte réalisée par l'ACIR

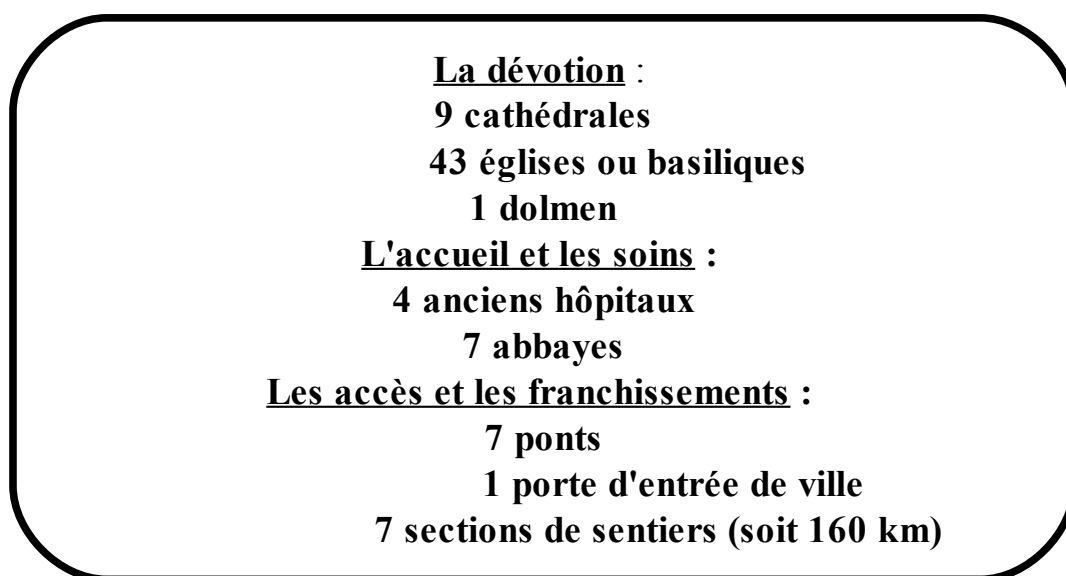
I. Etat des lieux et enjeux de la gouvernance

A. Un bien composite

Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle constitue un bien complexe du point de vue de sa composition car il rassemble 3 types de biens :

- 1. des monuments isolés**
- 2. des ensembles de monuments**
- 3. des sections de sentiers**

Il s'agit de composantes solidaires entre elles, réparties par thèmes :



$$\begin{array}{r} 71 + 7 \\ = 1 \end{array}$$

B. Un bien étendu

Les édifices

71 édifices situés dans :
13 régions
 31 départements
 66 communes

Midi-Pyrénées	26
Aquitaine	19
Poitou-Charentes	6
Auvergne	3
Bourgogne	3
Languedoc-Roussillon	3
Picardie	3
Centre	2
Champagne-Ardenne	2
Ile-de-France	1
Limousin	1
Basse-Normandie	1
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1

= 71

Les sentiers

7 tronçons situés dans :
3 régions
 5 départements
 37 communes

Languedoc-Roussillon
Lozère
Midi-Pyrénées
Aveyron
Lot
Gers
Aquitaine
Pyrénées-Atlantiques

= 7 sentiers discontinus

C. Une gouvernance à établir pour préserver la Valeur Universelle Exceptionnelle (V.U.E.) du bien

La gouvernance du bien « les Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » est une **idée neuve**. Depuis 2007, le Centre du patrimoine mondial exige l'élaboration de plans de gestion et l'établissement de zones tampons.



Pour maintenir l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial, il faut désormais une gestion **globale du bien**, afin d'être à même de l'administrer sous une forme locale, régionale et nationale :

- L'établissement des zones tampons pour chacune des composantes du bien est en cours. Le cabinet Bailly-Leblanc a été missionné par la sous-direction des Monuments Historiques pour conduire ce travail sur l'ensemble de la France.

- Un plan de gestion du bien reste à élaborer dans le cadre du **comité interrégional du bien**. Ce plan de gestion définira les orientations générales qui permettront de définir les règles de gestion au niveau local.



La préfecture de région Midi-Pyrénées, coordonnatrice du bien :

Du fait du nombre très important de composantes de bien sur son territoire, la région Midi-Pyrénées a été désignée pour la gouvernance du bien.

Depuis le mois de mai 2013, le Premier ministre a nommé **le Préfet de région de Midi-Pyrénées coordonnateur du bien**. Sous son autorité, le correspondant Patrimoine mondial en DRAC de Midi-Pyrénées est chargé d'organiser la gouvernance du bien des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France, en assurant la coordination des correspondants patrimoine mondial des autres régions.

En préfiguration de cette gouvernance, la DRAC de Midi-Pyrénées a organisé, en novembre 2012, une première **conférence sur la gouvernance du bien**. Un atelier réunissant les correspondants patrimoine mondial des différentes régions a permis de préparer une méthodologie pour compléter le rapport périodique de la session 2008-2013.

Le format du questionnaire n'a pas permis de renseigner le bien à l'échelle de chacune de ses composantes mais il a néanmoins permis de dégager une tendance sur **les conditions globales de sa gestion**.

II. Organisation de la gouvernance

A. Les enjeux du système de gouvernance

1. Les objectifs

- **veiller** au respect de la **valeur universelle exceptionnelle (V.U.E.) du bien** ;
- **organiser** la gestion du bien en construisant un **réseau des acteurs propriétaires** permettant la mutualisation des bonnes pratiques et des synergies pour ce qui concerne la valorisation du bien ;
- **responsabiliser** les propriétaires du bien en leur demandant de mettre en œuvre des outils de gestion locale pour préserver le bien ;
- **rattacher** chacune des composantes à l'ensemble de la série en formant le réseau du bien: mise en perspective d'un objet dans une collection ;
- **animer le réseau** « les Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » en assurant des **actions de sensibilisation et de formation au plus près des territoires.**

2. Les moyens à mettre en place

1) Le comité interrégional du bien : Il incarne la **gouvernance partenariale du bien** et permet d'avoir une vision globale. Il décide des **orientations de gestion du bien**. Il examine le programme d'actions pour l'année à venir en vue de valoriser le bien. Il veille au maintien de la valeur universelle et exceptionnelle du bien en s'assurant que les projets d'aménagement ne portent pas atteinte à l'intégrité des composantes ou à leur valeur d'authenticité.

Organisation : Le Comité de bien est présidé par le Préfet de région qui a le statut de **coordonnateur national du bien**. Le correspondant patrimoine mondial pour la région Midi-Pyrénées en est l'organisateur, les douze correspondants régionaux patrimoine mondial sont également membres de droit. L'**ACIR, l'association animatrice du réseau**, est également membre

de droit.

Le comité est formé de **3 collèges** :

- un collège institutionnel composé des services de l'État et un collège d'élus issus des collectivités territoriales ;
- un collège de propriétaires ;
- un collège de personnes qualifiées.

2) L'observatoire régional : Il assure une **synthèse régionale** de l'activité des commissions locales dont le correspondant patrimoine mondial de chaque DRAC assure la coordination. L'observatoire régional se réunit au moins une fois par an.

Organisation : Il est présidé par le préfet de la région concernée (ou son représentant délégué) et organisé par le correspondant patrimoine mondial. Il réunit également les référents locaux qui représentent le bien avec le concours de la tête de réseau, **l'ACIR Compostelle**. Son secrétariat général est assuré par le correspondant patrimoine mondial.

3) La commission locale ou territoriale : instance de gouvernance locale, elle est présidée par un représentant de l'État (sous-préfet) qui est le garant de la protection du bien. Elle se réunit au moins une fois par an. Elle veille au suivi de la bonne conservation du bien, en vue de l'élaboration des rapports périodiques. Elle examine tout projet d'aménagement ou d'urbanisation qui pourrait affecter la **valeur universelle exceptionnelle du bien**. Elle informe le correspondant patrimoine mondial de l'évolution du bien. Enfin, elle est le **lieu privilégié de la concertation et du débat** entre tous les acteurs, notamment en vue de la préparation du plan de gestion.

Organisation : Elle doit être adaptée au type de bien : une commission peut englober plusieurs édifices et sections de sentier. L'échelle peut donc être **communale, d'arrondissement ou départementale**. Il est également bienvenu d'associer les représentants de la vie locale, associative et culturelle en vue de véhiculer les valeurs du bien. Le correspondant patrimoine mondial (DRAC) et l'animateur du réseau (l'ACIR) en sont membres de droit et destinataires des comptes-rendus de réunions. Par ailleurs, si un **comité d'aménagement ou de valorisation du territoire** préexiste, la commission peut rejoindre le comité d'AVAP avec un ordre du jour approprié.

Les référents locaux : Chaque collectivité territoriale propriétaire d'édifices ou chaque communauté de communes en responsabilité sur les sentiers devra désigner :

- un **référént technique** (issu des services de la collectivité territoriale propriétaire)
- un **représentant du bien** (choisi parmi les élus et mandaté par l'organe délibérant)

Les référents locaux seront **les mêmes interlocuteurs** pour les services de l'État et le réseau. En vue de leur désignation, un **courrier d'information du Préfet coordonnateur sera adressé en mars 2014** à l'attention des directeurs généraux des services ou des secrétaires généraux.

B. Les articulations entre gouvernance du bien et gestion locale de ses composantes

Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France représentent un ensemble varié de territoires et de propriétaires.

Actuellement, on compte :

69 propriétaires (répartis sur 95 communes) :

- 1) Les communes avec 58 édifices
- 2) L'État avec 12 édifices
- 3) Les départements : 4 départements ont 5 édifices
- 4) Divers privés

Le projet est donc d'organiser une gouvernance de l'ensemble des acteurs-propriétaires du bien selon **3 niveaux** :

1. Un **niveau interrégional**, siège de la gouvernance du bien, définissant les orientations de sa politique de gestion ;
2. Un **niveau régional**, pour faire la synthèse des questions locales et servir d'interface entre le niveau local et interrégional. Il s'agit d'un observatoire animé par chaque DRAC chargée de conduire les évaluations périodiques ;

3. Un **niveau local ou territorial**, chargé d'établir les conditions de gestion et de valorisation des composantes du bien.

Chaque composante du bien s'insère dans des territoires de projet (local, départemental régional, dans un itinéraire pédestre, dans la série) qu'il conviendra d'intégrer dans les politiques culturelles, touristiques et économiques. La valorisation de l'ensemble de la série sera coordonnée à l'échelle nationale.

Cet ensemble constitue un **projet de gouvernance singulier** car :

- ✕ La valeur universelle et exceptionnelle du bien détermine les conditions de sa gouvernance globale. A ce titre, l'ensemble des gestionnaires des composantes est soumis au respect du **principe de solidarité**. Si l'une des composantes de la série est menacée, c'est l'ensemble du bien qui est concerné.

Schéma d'organisation
de la gouvernance

3 niveaux de pilotage :

**NIVEAU
DE
GOUVERNANCE**

COMITE INTERREGIONAL DU BIEN

- **Préfet de région, coordonnateur du bien**
- Correspondants patrimoine mondial
dont le correspondant patrimoine mondial coordonnateur
- Sous-préfets ou maires
- Représentant élus de propriétaires
- Services de l'État (DRAC, DREAL ...)
- ACIR et certains représentants de la société civile

NIVEAU D'EVALUATION

OBSERVATOIRE REGIONAL

- Correspondant régional pour le patrimoine mondial
- Sous-préfets ou maires
- Propriétaires du bien venant des commission locales
ou territoriales
- STAP
- Acteurs locaux responsables de l'animation du bien
- ACIR

NIVEAU DE GESTION

Commissions territoriales ou locales

- Pilotage par le sous-préfet ou le maire
- Correspondant patrimoine mondial
 - Propriétaire(s) du bien
 - STAP, DREAL, DDT
 - ACIR
- Acteurs locaux de l'animation

C. Le rôle des acteurs concernés par la gouvernance

1/ rôle de l'État :

- il est le **garant du maintien de la valeur universelle exceptionnelle (V.U.E.)** du bien, et à ce titre de la protection et de la mise en valeur des édifices et paysages des linéaires de sentier. Il est responsable de la sauvegarde du bien devant le Centre du patrimoine mondial ;
- il veille à l'élaboration, à l'application des dispositions réglementaires et au **contrôle scientifique et technique** ;
- il accompagne les propriétaires dans les actions de conservation, de sauvegarde et de valorisation des sites ;
- il contribue financièrement à la conservation ou restauration des monuments protégés ;
- le **Préfet de région convoque et dirige le Comité de bien**, il est assisté par le Correspondant coordonnateur patrimoine mondial ;
- le Correspondant patrimoine mondial **en région** veille à l'application des principes et obligations issus de la Convention du patrimoine mondial. Il suit **de façon permanente** la gestion des biens inscrits et réalise un bilan annuel du suivi de la gestion des composantes du bien en vue du **rapport périodique transmis au Centre du patrimoine mondial tous les 6 ans** ;
- le renouvellement partiel des membres du Comité de bien sera assuré à chaque fin de mandat électif pour les membres élus.

2/ rôle du propriétaire :

- le propriétaire peut être une collectivité territoriale ou un propriétaire privé. Il assure la gestion, la conservation et l'entretien régulier de l'édifice ;
- le rôle de la collectivité territoriale est de mettre en avant, au côté de l'État, ou en relation avec les services de l'État, les outils juridique relevant du **Code du patrimoine** ou du **Code de l'environnement**. Ces outils doivent permettre d'assurer la conservation du patrimoine protégé, la veille et le contrôle des travaux incombant aux services de l'État ;

- les collectivités territoriales contribuent à la mise en œuvre du plan de gestion par l'aménagement, la requalification, la mise en accessibilité des abords des édifices protégés et des linéaires de sentiers ;
- enfin, le propriétaire œuvre au maintien de la **valeur universelle exceptionnelle du bien** afin que la population locale et les visiteurs s'approprient à leur tour les valeurs du bien.

3/ rôle de l'animateur du réseau, l' ACIR :

Sa mission est :

- d'élaborer des **contenus pédagogiques et de développer des actions communes de promotion et de médiation** afin de former les acteurs, les propriétaires et les publics ;
- d'effectuer en continu un **travail d'animation du bien** destiné à **sensibiliser les propriétaires et les gestionnaires des composantes du bien** ;
- de favoriser la **recherche scientifique** par la mise en place de partenariats universitaires et en intervenant lors des conférences ;
- de veiller au **principe de solidarité** en coordonnant la vie et les actions du réseau
- de porter la parole et représenter les composantes de la série.

III. Feuille de route

A. Calendrier



A l'issue de la réunion du **mercredi 22 janvier**, les propriétaires de chaque composante du bien désigneront :

- X** un **réfèrent technique**, chargé du suivi du dossier patrimoine mondial et qui sera présent lors de la commission locale ou territoriale ;
- X** un **réfèrent élu**, représentant le bien ;

X ces référents seront désignés avant le Comité du bien qui se déroulera en juin 2014. Ils en seront membres de droit. Leur présence est donc requise.

➔ L'ACIR assurera une visite auprès de chacun des correspondants patrimoine mondial afin d'informer et de sensibiliser chacun d'entre eux sur les enjeux de la gouvernance des composantes du bien.

B. Liste des 13 correspondants pour le patrimoine mondial par régions :

Région coordonnatrice :

- Midi-Pyrénées, Philippe Mercier, 05 67 73 20 20, philippe.mercier@culture.gouv.fr

Correspondants patrimoine mondial :

- Aquitaine, Alain Rieu, 05 57 95 01 82, alain.rieu@culture.gouv.fr

- Auvergne, Claire Raflin, 04 73 41 27 49, claire.raflin@culture.gouv.fr

- Basse Normandie, Danièle Moureu, 02 31 38 39 29, daniele.moureu@culture.gouv.fr

- Bourgogne, Gaël Tournemolle, 03 80 68 50 78, gael.tournemolle@culture.gouv.fr

- Centre, Dominique Masson, 02 38 78 85 82, dominique-agnes.masson@culture.gouv.fr

- Champagne-Ardenne, Jonathan Truillet, 03 26 70 36 61, jonathan.truillet@culture.gouv.fr

- Ile-de-France, Nathalie Gilles De Pélichy, 01 56 06 50 41, nathalie.de-pelichy@culture.gouv.fr

- Languedoc-Roussillon, Jackie Estimbre, 04 67 02 35 29, jackie.estimbre@culture.gouv.fr

- Limousin, Martine Fabioux, 05.55.45.66.41, martine.fabioux@culture.gouv.fr

- Midi-Pyrénées, Philippe Mercier, 05 67 73 20 20, philippe.mercier@culture.gouv.fr

- Picardie, Joëlle Lombard, 03 22 97 33 03, joelle.lombard@culture.gouv.fr

- Poitou-Charentes, Brigitte Montagne, 05 49 36 30 30, brigitte.montagne@culture.gouv.fr

-Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Sylvaine Le Yondre, 04 42 16 14 31, sylvaine.le-yondre@culture.gouv.fr

ANNEXE 1

Déclaration de valeur universelle exceptionnelle

Projet transmis au Centre du patrimoine mondial en février 2012.

En attente de validation par le Comité du patrimoine mondial.

Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France

(868, 1998)

Synthèse

Tout au long du Moyen Age, Saint-Jacques de Compostelle fut une destination majeure pour d'innombrables pèlerins de toute l'Europe. Pour atteindre l'Espagne, les pèlerins traversaient la France. Quatre voies symboliques, partant de Paris, de Vézelay, du Puy et d'Arles et menant à la traversée des Pyrénées résument les itinéraires innombrables empruntés par les voyageurs. Églises de pèlerinage ou simples sanctuaires, hôpitaux, ponts, croix de chemin jalonnent ces voies et témoignent des aspects spirituels et matériels du pèlerinage. Exercice spirituel et manifestation de la foi, le pèlerinage a aussi touché le monde profane en jouant un rôle décisif dans la naissance et la circulation des idées et des arts.

Critères

critère (ii) : la route de pèlerinage vers Saint-Jacques de Compostelle a joué un rôle essentiel dans les échanges et le développement religieux et culturel du Moyen Age, comme l'illustrent les monuments sélectionnés en France. Grands sanctuaires cités dans le *Codex Calixtinus*, hôpitaux d'accueil des pèlerins, ponts et chemins ou humbles lieux de dévotion illustrent matériellement les voies et conditions du pèlerinage pendant des siècles.

critère (iv) : les besoins spirituels et physiques des pèlerins se rendant à Saint-Jacques de Compostelle furent satisfaits grâce à la création d'un certain nombre d'édifices spécialisés, dont beaucoup furent créés ou ultérieurement développés sur les sections françaises. Les grandes basiliques de pèlerinage, dont peu subsistent, sont un exemple particulièrement abouti de l'architecture médiévale.

critère (vi) : Le pèlerinage est un aspect presque universel de la spiritualité de l'homme. La route de pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle est un témoignage exceptionnel de l'influence de la foi chrétienne dans toutes les classes sociales de l'Occident au Moyen Âge.

Intégrité

Les édifices et ensembles proposés représentent, dans leur diversité, une évocation fidèle du contexte du pèlerinage vers Saint-Jacques de Compostelle. Il en est de même des tronçons de chemins proposés qui ne sont que des exemples de l'ensemble des situations rencontrées par les pèlerins sur les routes qui étaient les leurs. Les ouvrages rencontrés sur les chemins ont en commun d'être les témoignages directs, conservés et transmis jusqu'à nous, de la pratique du pèlerinage tel qu'elle s'est déroulée en France durant le Moyen Âge. Cette puissance d'évocation intacte a permis de revitaliser l'approche culturelle du pèlerinage vers Compostelle. Les chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France font l'objet, depuis les années 1990, d'une fréquentation sans cesse croissante.

Authenticité

Les biens présentés illustrent de la façon la plus véridique et crédible l'ensemble des rituels et des pratiques liés au pèlerinage vers Saint-Jacques de Compostelle. Le parcours spirituel du pèlerinage était rythmé par la vénération des reliques des saints rencontrés sur l'itinéraire. Les édifices les plus riches, points de passage privilégiés du parcours, sont reconnaissables à leurs dispositions architecturales spécifiques, propres à organiser la circulation des pèlerins. Les églises plus modestes, haltes de recueillement ou de repos situées sur les voies principales ou secondaires, sont attestées par leurs décors sculptés ou peints représentant des scènes religieuses ou des légendes liées à la dévotion à saint Jacques.

Les établissements d'accueil et de soins présentés sont ceux indubitablement voués au pèlerinage par les textes historiques et les éléments architecturaux ou de décor conservés.

Protection et gestion

Les 71 édifices ou ensembles de bâtiments font l'objet de mesures de protection prises en application du code du Patrimoine (classement ou inscription au titre des Monuments historiques) ainsi qu'au titre des plans locaux d'urbanisme. Ils sont majoritairement propriété des communes, et souvent affectés au culte catholique. Leur conservation incombe à leur propriétaire, avec l'aide et sous le contrôle des services de l'Etat. Autour des édifices protégés se développe une servitude de protection de leur champ de visibilité (rayon de 500 m), contrôlée par l'Etat. Les sections de sentier sont protégées en tant que voies publiques de circulation, et, partiellement, dans le

cadre des Plans départementaux des itinéraires pédestres et de randonnée (voie du Puy).

ANNEXE 2

Les textes législatifs et réglementaires régissant le patrimoine mondial et le bien « Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »

A/ Sur le plan international

- *Convention* du 16 novembre 1972 relative à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel adoptée par l'UNESCO et les États parties
- *Déclaration de Budapest* sur le patrimoine mondial en 2002 adoptée par le Comité du patrimoine mondial afin d'insister sur la conservation du patrimoine mondial grâce à des objectifs clés (notamment la mise en place de mesures efficaces assurant le développement des biens inscrits)

B/ Sur le bien culturel les Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle

- *Décision 22COM VIII.B.1* du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO d'inscrire le bien les « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » comme bien culturel en série sur la Liste du patrimoine mondial
- Arrêté du 30 avril 2013 portant désignation du préfet coordonnateur du bien les « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle » inscrit au patrimoine mondial
- Charte de gestion des biens français du patrimoine mondial signée entre l'État et l'Association des Biens Français du Patrimoine Mondial
- Circulaire du Ministère de la Culture sur la protection du patrimoine culturel du 12 avril 2012

ANNEXE 3

Proposition de format pour composer une commission locale ou territoriale du bien

1. Services de l'État

- Préfet et/ou sous-préfet
- Architecte des bâtiments de France / Service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP)
- DDT, DREAL (pour les territoires concernés par des sections du sentier) et correspondant patrimoine mondial (DRAC) si besoin

2. Propriétaire du bien et gestionnaire

- Élu mandaté par un organe délibérant pour être le représentant/référent du bien
- Référent technique choisi parmi les services de la commune ou de l'intercommunalité
- Gestionnaire d'un édifice : par exemple le Centre des Monuments Nationaux (CMN)

3. Acteurs de la vie locale et organismes consulaires

- ACIR Compostelle, animation du bien
- Offices de tourisme, conservateurs de musées, commerçants, chambre de commerce et d'industrie, affectataires des lieux de culte ... etc
- Scientifiques et chercheurs